



## Comment s'articulent sylviculture et protection de l'environnement ?

une réponse

▲ Statut	▲ Objet	▲ Régime d'autorisation, d'interdiction ou de prescription
▲ Zone Naturelle d'intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) - Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux (ZICO) ☞ L.411-5, R.411-22 à 30 du Code de l'Environnement (CE)	Il s'agit d'outils de connaissance, indiquant la présence sur certains espaces d'un intérêt écologique.	<b>Autorisé</b> L'inventaire n'a pas de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels. La présence d'une ZNIEFF/ZICO doit cependant inciter à se renseigner sur la présence d'espèces protégées ou à grande valeur patrimoniale plus abondantes sur ces territoires.
▲ Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APB) ☞ L.411-1 à 2 et R.411-15 à 17 du CE	Protection du biotope d'une ou plusieurs espèces protégées.	<b>Pas d'interdiction a priori</b> L'arrêté préfectoral peut interdire les prélèvements de bois notamment au cours des périodes sensibles (nidification) surtout lorsque l'espèce protégée visée est forestière ou attachée à des milieux semi-ouverts.
▲ Réserve Naturelle Régionale (RNR) et Nationale (RNN) ☞ L.332-1 à 27 et R.332-1 à 81 du CE	Protection d'un espace naturel remarquable du point de vue de la biodiversité.	<b>Pas d'interdiction a priori</b> Le décret peut interdire les prélèvements de bois/l'exploitation forestière notamment lorsque le site accueille des milieux ou des espèces patrimoniales forestières ou associées à des milieux semi-ouverts à haute valeur patrimoniale.
▲ Site inscrit ☞ L.341-1 à 22, R.341-1 à 31 du CE	Protection d'un espace remarquable du point de vue paysager.	<b>Pas d'interdiction</b>
▲ Site classé ☞ L.341-1 à 22, R.341-1 à 31 du CE	Protection d'un espace remarquable du point de vue paysager.	<b>Soumis à autorisation</b> Si les travaux sont décrits dans un plan simple de gestion ou un aménagement forestiers valide conformément à l'article L.11 du Code forestier, pas d'autorisation préalable.
▲ Forêt de protection ☞ L.411-1 et s., R.411-1 et s. du Code forestier	Protection des bois et forêts nécessaires à la prévention des risques (avalanche, érosion...) ou situés à la périphérie des grandes agglomérations.	<b>Pas d'interdiction a priori</b> Le décret peut réglementer les coupes et travaux sylvicoles.
▲ Parc Naturel Régional (PNR) ☞ L.333-1 à 4, R.333-1 à 16	Concourt à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social, d'éducation et de formation du public.	<b>Pas d'interdiction</b>

▲ Statut	▲ Objet	▲ Régime d'autorisation, d'interdiction ou de prescription
<b>▲ Parc National (PN)</b> ☞ L.331-1 à 39, R.331-1 à 85 du CE	Préservation des milieux et des espaces naturels et le développement économique, social et culturel de la zone géographique comprenant le parc national.	<b>Pas d'interdiction a priori</b> La charte du parc est susceptible de réglementer les coupes et travaux sylvicoles, notamment dans les cœurs de parc où une protection forte est instaurée. Le prélèvement de biomasse doit être explicité dans les aménagements forestiers des forêts soumises et dans les plans de gestion des forêts privés, soumis à l'accord du PN au cœur de PN.
<b>▲ Site Natura 2000</b> ☞ L.414-1 à 7, R.414-1 à 24 du CE	Conserver ou rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié la désignation du site Natura 2000.	<b>Pas d'interdiction a priori</b> Les coupes et travaux sylvicoles peuvent (s'ils sont inscrits dans une liste établie au niveau national ou départemental) être soumis à évaluation des incidences. Dans ce cas, si ces travaux et coupes engendrent un effet notable dommageable sur les habitats et espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié la désignation du site Natura 2000, ils ne pourront pas être autorisés.
<b>▲ Espace Naturel Sensible (ENS)</b> <b>▲ Terrains du Conservatoire de l'Espace Littoral et Riva- ges Lacustres (CELRL)</b> ☞ L.322-1 à 14, R.322-1 à 42 ☞ L.142-2 et 3, R.142-1 à 19 du CE	Acquisition foncière d'espaces remarquables.	<b>Pas d'interdiction a priori</b> L'autorisation dépend du propriétaire.
<b>▲ Réserve Biologique Dirigée (RBD) et Réserve Biologique Intégrale (RBI)</b> C'est une protection propre aux forêts publiques. ☞ L.133-1, L.143-1, R.133-5 du Code forestier (CF)	Protection d'un espace naturel remarquable du point de vue de la biodiversité au sein des terrains relevant du régime forestier.	<b>Strictement interdit dans les RBI</b> <b>Pas d'interdiction a priori en RBD</b> La réalisation des travaux est possible si elle est compatible avec les objectifs de conservation de la RBD.

☞ Tableau tiré du site internet de l'Atelier Technique des Espaces Naturels (ATEN). Intitulé « Restrictions légales et règles de gestion envisageables pour éviter les effets néfastes d'une intensification de la sylviculture dans les espaces naturels protégés », réalisé en 2005.